



# **Accord collectif du 15 décembre 2023 portant fixation des salaires minima hiérarchiques des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 applicable en Auvergne-Rhône-Alpes**

Entre :

- La Fédération Régionale des Travaux Publics Auvergne-Rhône-Alpes,
- La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics et du Paysage (CNATP),

d'une part,

ET :

- La Fédération Nationale Construction et Bois C. F. D. T. Auvergne-Rhône-Alpes,
- L'Union Régionale Auvergne de la Construction - CGT
- La Section Fédérale Régionale Auvergne Rhône-Alpes FO Construction,

d'autre part,

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1**

Cet accord est applicable aux Ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Auvergne-Rhône-Alpes dans ses limites territoriales en vigueur au 1er janvier 2016.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 sont les suivantes :

<b>Niveaux</b>	<b>Positions</b>	<b><u>Coefficients</u></b>	<b>Salaires minima hiérarchiques Année 2024 Base 35 heures</b>
<b>I</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	<b>23 085 €</b>
<b>I</b>	<b>2</b>	<b>110</b>	<b>23 730 €</b>
<b>II</b>	<b>1</b>	<b>125</b>	<b>24 619 €</b>
<b>II</b>	<b>2</b>	<b>140</b>	<b>26 723 €</b>
<b>III</b>	<b>1</b>	<b>150</b>	<b>28 391 €</b>
<b>III</b>	<b>2</b>	<b>165</b>	<b>30 731 €</b>
<b>IV</b>		<b>180</b>	<b>33 248 €</b>

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

#### **Article 2**

En application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

#### **Article 3**

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la **Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15** et à l'adresse [depot.accord@travail.gouv.fr](mailto:depot.accord@travail.gouv.fr), conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Lyon.

#### **Article 4**

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

#### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du Code du travail.

**Article 6**

Chacune des parties citées à l'article L. 2261-3 du Code du travail pourra adhérer au présent accord. La déclaration d'adhésion devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux signataires du présent accord et sera déposée selon la procédure prévue à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Fait à Cournon d'Auvergne, le 15 décembre 2023  
En 10 exemplaires.

	Pour la Fédération Régionale des Travaux Publics Auvergne-Rhône-Alpes	
	Pour la Chambre nationale des artisans des Travaux Publics et du Paysage	
	Pour la Fédération Nationale Construction et Bois C. F. D. T. Auvergne-Rhône-Alpes	
	Pour l'Union Régionale Auvergne de la Construction - CGT	
	Pour la Section Fédérale Régionale Auvergne-Rhône-Alpes FO CONSTRUCTION	

# **Accord collectif du 24 novembre 2023 portant fixation des salaires minima hiérarchiques des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 applicable en Région Grand Est**

Entre :

- La Fédération Régionale des Travaux Publics Grand Est,
- La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP),

d'une part,

Et :

- La Fédération BATI-MAT-TP CFTC,
- La Confédération Régionale de la Construction-Bois CFDT Grand Est,
- La Fédération Générale FO Construction,
- La CFE-CGC BTP Grand Est,

d'autre part,

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1**

Cet accord est applicable aux Ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Grand Est, dans ses limites territoriales en vigueur au 1er janvier 2016.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 sont les suivants :

<b>Niveaux</b>	<b>Positions</b>	<b>Coefficients</b>	<b>Salaires minima hiérarchiques Année 2024 Base 35 heures</b>
<b>I</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	<b>22 588€</b>
<b>I</b>	<b>2</b>	<b>110</b>	<b>22 882 €</b>
<b>II</b>	<b>1</b>	<b>125</b>	<b>23 602€</b>
<b>II</b>	<b>2</b>	<b>140</b>	<b>26 161€</b>
<b>III</b>	<b>1</b>	<b>150</b>	<b>27 539 €</b>
<b>III</b>	<b>2</b>	<b>165</b>	<b>30 113€</b>
<b>IV</b>		<b>180</b>	<b>32 510€</b>

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

### **Article 2**

En application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

### **Article 3**

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la **Direction Générale du Travail - Dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15**, et à l'adresse [depot.accord@travail.gouv.fr](mailto:depot.accord@travail.gouv.fr), conformément à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Metz.

### **Article 4**

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du Code du travail.

### **Article 6**

Chacune des parties citées à l'article L.2261-3 du code du travail pourra adhérer au présent accord.

La déclaration d'adhésion devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux signataires du présent accord et sera déposée selon la procédure prévue à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Fait à Metz, le 24 novembre 2023  
en 10 exemplaires.

Pour la Fédération Régionale des Travaux Publics Grand Est

Pour la Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP)

Pour la Fédération BATI-MAT-TP CFTC,

Pour la Confédération Régionale de la Construction-Bois CFDT Grand Est,

Pour La Fédération Générale FO Construction,